

[Text]

When I came in here I heard one of the senators mentioning the name of Senator Domenici of New Mexico, who is a frequent opponent publicly and in regulatory fora of Canadian gas imports. The concern at the moment is of surplus rather than shortage. I will be pointing out that Canadians want to get as good a price for their natural gas as the next person, and that there are regulatory approvals on the export and import side to be achieved.

Thirdly—and this has been mentioned by you, Senator Hays—there are pipeline constraints on large, additional volumes of Canadian gas going south of the border at short notice. I wanted to mention parenthetically that the concerns are of surpluses of energy and resulting problems for royalty owners and producers, rather than shortages. But I can assure the committee that we seek to maintain a continuous monitoring of the Canadian energy situation. We indicated publicly when we released our gas export surplus procedures decision last September that we would be preparing, from time to time, assessments of the operation of the Canadian gas market. We have in hand our biennial review of long-term Canadian energy supply and demand, which will be published at the end of this year. This year as well we will probably produce that market assessment. Of course, increasingly, as we have a more freely working gas market nationally, and in North America as a whole, there is a great deal of publicly available trade press information about gas flows, price levels, consumption and reserves-to-production ratios. So there is continuously on the table, as it were, for those who wish to find out, assessments of material or the wherewithal to make assessments on the gas situation.

Senator Hays: The short of it is that the board's role would be to draw public attention to the problem and that it stops there?

Mr. Priddle: In the first place, yes.

Senator Hays: That is probably the same answer that you will give me with respect to my second question on oil—

Mr. Priddle: I think that is true.

Senator Hays:—and how we might be at risk if we find ourselves committed, particularly with the proportional access requirement provisions. If we found ourself at risk, or if the board thought that we were at risk, the role of the board would be to draw public attention to that, and you would have no regulatory authority to do anything to avoid the potential problem other than that.

Mr. Priddle: No, I would not agree with your second proposition. Before I deal with that, let me comment that the board puts a lot of confidence in the efficiency and effectiveness of markets to balance energy supply and demand. As one looks back over the lessons of the 1970s and early 1980s, one of the lessons to be drawn from that experience is that markets do work for energy, as for other commodities. If prices are allowed to move freely, then supply and demand will respond.

[Traduction]

Lorsque je suis arrivé, j'ai entendu un des sénateurs mentionner le nom du sénateur Domenici, du Nouveau-Mexique, qui attaque fréquemment les importations de gaz canadien en public et devant les instances de réglementation. En ce moment-ci, il s'agit plutôt d'un problème d'excédent que de pénurie. Je leur ferai donc observer que les Canadiens, comme tout le monde, veulent obtenir les meilleurs prix possibles pour leur gaz naturel, et que les exportations et les importations doivent faire l'objet d'autorisations réglementaires.

Troisièmement, et on vous l'a déjà dit, sénateur Hays, le réseau de gazoducs actuel interdit une augmentation soudaine et importante des volumes de gaz qui franchissent les frontières. Je vous signale entre parenthèses que ce qui inquiète les gens, ce n'est pas la pénurie d'énergie mais les excédents, avec les problèmes que cela entraîne pour ceux qui touchent des redevances et pour les producteurs. Je peux assurer au Comité que nous nous efforçons de maintenir une surveillance continue de la situation de l'énergie au Canada. Lorsque nous avons publié notre décision sur les procédures relatives aux excédents d'exportation de gaz en septembre dernier, nous avons annoncé publiquement que nous préparerions, de temps à autre, des évaluations consacrées au fonctionnement du marché du gaz canadien. Nous avons en main notre étude biennale de l'offre en énergie canadienne à long terme, qui sera publiée à la fin de l'année. Cette année nous publierons aussi cette étude de marché. De plus en plus, bien sûr, au fur et à mesure que le marché du gaz national et nord-américain se libéralisent, le public peut avoir accès à des renseignements publiés dans la presse spécialisée sur la quantité de gaz acheminé, les niveaux de prix, les rapports entre la consommation, les réserves et la production. Tout cela est donc constamment accessible pour ceux que cela intéresse, qu'il s'agisse d'études ou de matériel, ou encore de ce qu'il faut pour évaluer la situation du secteur du gaz.

Le sénateur Hays: En d'autres termes, le rôle de l'Office se ramène à appeler l'attention du public sur le problème, un point c'est tout?

M. Priddle: Dans le premier cas, oui.

Le sénateur Hays: C'est probablement la même réponse que vous me donnerez au sujet du pétrole...

M. Priddle: C'est vrai.

Le sénateur Hays:... et sur les risques que nous courrons si nous nous engageons, particulièrement compte tenu des dispositions relatives à l'accès proportionnel. Si nous nous trouvions menacés ou si l'Office le pensait, son rôle serait d'attirer l'attention du public là-dessus, mais en dehors de cela, il n'aurait aucun pouvoir réglementaire de faire quoi que ce soit pour éviter le problème possible.

M. Priddle: Non, je ne suis pas d'accord avec votre seconde supposition. Avant d'en parler, permettez-moi de dire que l'Office fait largement confiance à l'efficacité et à l'efficacité avec laquelle les marchés sont capables d'équilibrer l'offre et la demande d'énergie. Les leçons tirées de 1970 et du début des années 1980 nous ont notamment appris que les marchés fonctionnent pour l'énergie comme pour les autres produits. Tant